



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**
Affaire suivie par : C.M.

Marseille le **24 JUIL. 2024**

**ARRETE PREFECTORAL n°2024-90-APOS
portant autorisation d'occupation temporaire des sols sur le site de l'ancienne décharge BONDIL, au lieu dit « La
Plaine » à Ensues-la-Redonne**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8, L. 541-3, L. 556-3 ;

VU l'article L122-1 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU l'arrêté préfectoral n°2024-89-APTO prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le site de l'ancienne décharge de La Plaine exploitée par la famille BONDIL sur la commune d'Ensues-la-Redonne et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de la transition écologique (ADEME) ;

VU les plans et l'arrêté préfectoral de travaux d'office susvisé annexés ;

VU la procédure contradictoire menée auprès des propriétaires du site, Monsieur Fabrice Bondil et le Conservatoire de l'Espace du Littoral et des Rivages Lacustres ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'encadrer l'intervention des entreprises mandatées par l'ADEME, afin que le personnel chargé des travaux n'éprouve aucun empêchement de la part du propriétaire du site ;

CONSIDÉRANT le courrier de la direction générale de la prévention des risques du 26 juillet 2023 qui demande de charger l'ADEME des opérations de mise en sécurité ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Autorisation de pénétration ou d'occupation des parcelles

Les représentants de l'Agence de la transition écologique (ADEME), ainsi que ceux des prestataires mandatés par cet organisme, sont autorisés à pénétrer ou occuper, pour une durée de 3 ans, les parcelles situées au lieu dit « La plaine » dans la commune d'Ensues-la-Redonne afin de procéder à l'exécution des opérations mentionnées dans l'arrêté préfectoral de travaux d'office n°2024-89-APTO .

A cet effet, sans préjudice des dispositions de la loi du 29 décembre 1892, ils peuvent effectuer toutes les opérations que la réalisation de ces travaux rend indispensables.

Le plan et la liste correspondants aux parcelles concernées relatives aux bâtiments, terrain et accès sont annexées au présent arrêté (annexe 1 : liste des parcelles, annexe 2 plan de la zone).

Article 2 - Interdiction de perturber l'exécution des prestations

Les propriétaires ou locataires des parcelles concernées doivent suspendre toute intervention de nature à perturber la réalisation des opérations mentionnées par l'arrêté préfectoral de travaux d'office n°2024-89-APTO .

Article 3 - Prévention et règlement des dommages

Des états des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sont établis en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME.
A l'issue des opérations mentionnées dans l'arrêté préfectoral de travaux d'office susvisé, conformément à la loi du 29 décembre 1892 susvisée, tout dommage causé à la propriété en raison de l'exécution des opérations peut être pris en charge par l'ADEME.

A défaut d'entente amiable, leur montant est fixé par le tribunal administratif compétent.

A l'issue des opérations mentionnées dans l'arrêté préfectoral de travaux d'office susvisé, conformément à la loi du 29 décembre 1892 susvisée, tout dommage causé à la propriété en raison de l'exécution des opérations peut être pris en charge par l'ADEME. A défaut d'entente amiable, leur montant est fixé par le tribunal administratif compétent.

Article 4 - Péremption de la décision

La présente autorisation est caduque de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans les six mois à compter de sa date d'application.

Article 5 - Publicités et notification

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Le présent arrêté fait l'objet d'un affichage, au moins 10 jours avant l'opération, et pendant un mois en mairie par les soins de M. le maire d'Ensuès-la-Redonne qui adresse à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité. Le présent arrêté est notifié à l'ADEME, et au propriétaire des parcelles, Monsieur Fabrice Bondil. Le présent arrêté doit être présenté à toute réquisition.

Article 6 - Voies et délais de recours

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la préfecture des Bouches-du-Rhône ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

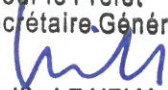
La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'[article R. 421-1 du code de justice administrative](#), à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 - Modalités d'exécution

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;
 - Monsieur le Sous-Préfet d'Istres ;
 - Monsieur le Maire d'Ensuès-la-Redonne ;
 - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Provence Alpes Côte d'Azur ;
 - Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
 - Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le **24 JUIL. 2024**

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Cyril LE VELY

ANNEXE 1
Liste des parcelles visées par l'autorisation temporaire d'occupation des sols
Section 0D Commune d'Ensues-la-REDONNE (feuille 000 D 09)

Références cadastrales

000D1084

000D1085

000D1086

000D1087

000D1088

000D0403

000D0402

000D0396

000D0397

000D0398

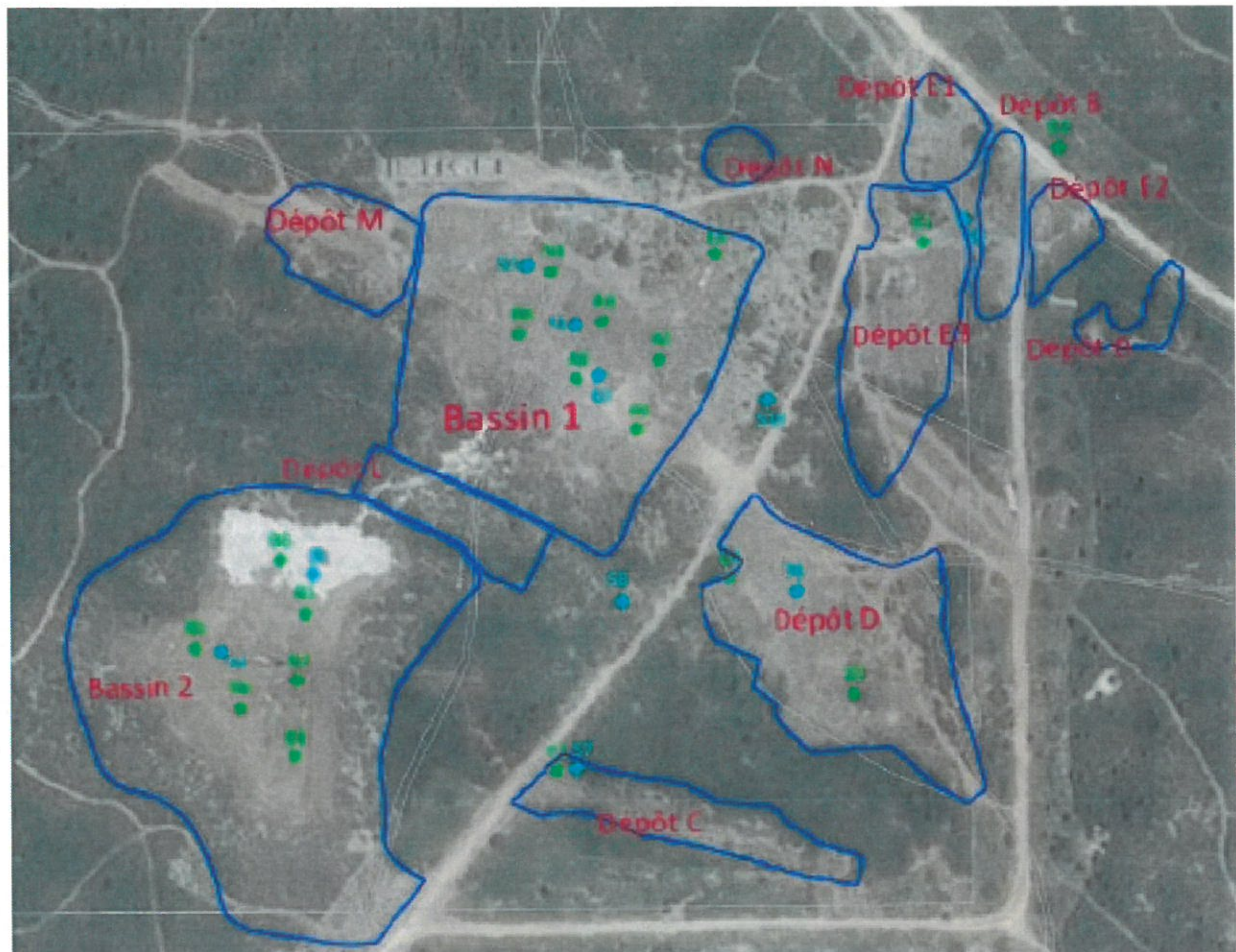
000D1083

000D0401

000D0404

ANNEXE 2

Cartographie de la zone d'occupation temporaire (vue d'ensemble)





**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA
LEGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Marseille, le **24 JUIL. 2024**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux**
Affaire suivie par : C.M.

**ARRÊTE PREFECTORAL n°2024-89-APTO
chargeant l'Agence de la transition écologique (ADEME) de la réalisation de travaux d'office
pour la mise en sécurité du site de l'ancienne décharge BONDIL, au lieu dit « la Plaine » à
Ensuès la Redonne**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 541-3, L. 556-3 et L. 512-20 ;

VU l'avis du 17 mai 2023 relatif au processus de l'intervention ADEME en contexte de sites à responsables défaillants ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 26 septembre 1964 pour l'exploitation de la décharge des déchets industriels sur le territoire de la commune d'Ensuès-la-Redonne au lieu dit « La Plaine » ;

VU l'arrêté préfectoral du 15/07/1970 prescrivant réaménagement du site par et le procès verbal de constat des travaux effectifs établi le 05 octobre 1970 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2003-28/180-2002 A, en date du 11 mars 2003 portant des prescriptions complémentaires relatives à la remise en état de la décharge de déchets industriels à Ensues-la-Redonne, au lieu dit « La Plaine » ;

VU l'arrêté préfectoral de travaux d'office n°2019-266 du 20 janvier 2020 prescrivant la réalisation d'une étude historique et d'une étude de vulnérabilité des milieux ;

VU l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 18 août 2021 requérant l'ADEME pour couvrir, avec des granulats naturels, les déchets hospitaliers encore apparents en surface du bassin n°2 afin de prévenir un risque immédiat de coupure voire d'infection ;

VU le courrier de la direction générale de la prévention des risques en date du 26 juillet 2023 donnant son accord au préfet des Bouches du Rhône pour confier à l'ADEME la réalisation d'une intervention de mise en sécurité complémentaire de la décharge de « la Plaine » et de la poursuite de la surveillance du milieu marin ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 avril 2024 ;

VU le compte-rendu d'intervention terminé (CRIT) de l'ADEME du 13 janvier 2023 ;

VU la procédure contradictoire menée auprès des propriétaires du site, Monsieur Fabrice Bondil et le Conservatoire de l'Espace du Littoral et des Rivages Lacustres ;

CONSIDÉRANT la cessation d'activité de la décharge autorisée de la Plaine, exploitée de 1964 à 1970 par l'entreprise BONDIL, spécialisée dans le ramassage et l'évacuation des déchets industriels ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de l'avis du 17 mai 2023, le CRIT du 13 janvier 2023 statue sur la nécessité d'une intervention complémentaire en raison du niveau de menace fort sur l'environnement et la population ;

CONSIDÉRANT qu'au-delà de la couverture des déchets de verrerie hospitalière réalisée par l'ADEME, les études complémentaires qu'elle a conduites préconisent la poursuite des travaux de sécurisation notamment en vue de rassembler les déchets épars, de limiter les risques d'infiltration d'eaux météoriques et de maintenir la surveillance maritime ;

CONSIDÉRANT que la situation constatée actuellement sur le site constitue une atteinte aux intérêts protégés visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans la mesure où un risque pour les personnes et le milieu naturel a été identifié par l'ADEME ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Mesures d'office

Il est procédé à l'exécution des travaux suivants, sur le site de l'ancienne décharge de déchets industriels sise sur le territoire d'Ensuès-la-Redonne au lieu-dit « La Plaine », aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site :

- la prolongation sur 2 ans à compter de la notification du présent arrêté de la surveillance du milieu marin avec 10 campagnes de prélèvements dans différentes conditions météorologiques en effectuant le suivi des paramètres en annexe 1 de du présent arrêté. Afin de mieux apprécier les mécanismes des impacts potentiels de la décharge, l'ADEME est en mesure d'effectuer des campagnes supplémentaires dans la limite des 2 ans à compter de la notification du présent arrêté ;
- la réalisation de travaux de mise en sécurité du site avec mise en place d'une couverture étanche en retenant le scénario consistant en :
 - Un rassemblement des déchets épars au niveau des 2 massifs principaux après vérification de compatibilité des déchets ;
 - Un remodelage des 2 massifs principaux permettant le ruissellement des eaux de pluie ;
 - La mise en place d'une couverture étanche grâce à la pose d'un complexe d'étanchéité drainage ;
 - La mise en place d'un dispositif de gestion des gaz (drainage et fenêtre de traitement passif)

Article 2 - Exécution des travaux

L'Agence de la transition écologique (ADEME) est chargée de l'application du présent arrêté, pour exécuter ou faire exécuter les mesures prescrites à l'article 1er.

Article 3 - Compte-rendu des opérations

A l'issue de la réalisation des opérations, un rapport final détaillé est remis au préfet, accompagné d'éventuelles propositions de nouvelle intervention.

Article 4 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'ADEME.

À compter de la notification de cet arrêté, M. Fabrice BONDIL, propriétaire du terrain d'assiette de l'ancienne décharge de déchets industriels à Ensues-la-Redonne, au lieu-dit « la Plaine », ne peut pas réaliser ou faire réaliser les travaux précités.

Article 5 - Publicités et notification

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Marseille.

Il est également affiché pendant un mois en mairie par les soins de M. le maire d'Ensues-la-Redonne, qui adresse à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Article 6 - Voies et délais de recours

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la préfecture des Bouches-du-Rhône ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 - Modalités d'exécution

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;
 - Monsieur le Sous-Préfet d'Istres ;
 - Monsieur le Maire d'Ensuès-la-Redonne ;
 - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Provence Alpes Côte d'Azur ;
 - Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
 - Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 24 JUIL. 2024

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Cyrille LE VELY

ANNEXE 1 :

Liste des paramètres physico-chimiques des campagnes de suivi du milieu marin

Température

O²

Salinité

1,1,1,2 Tétrachloroethane

1,1,2-Trichloroethane

1,1-Dichloroéthane

1,2-Dichloroethane

cis 1,2-Dichloroéthylène Benzene

Bromochloromethane

Bromodichloromethane

Bromoforme (tribromométhane) Chloroforme (trichlorométhane)

Dibromochlorométhane

Dibromométhane

Dichlorométhane

Ethylbenzene

m+p-Xylène

o-Xylène

Tétrachlorure de carbone

Toluène

Trichloroéthylène

Indice Hydrocarbures (C10-C40)